



URGENCE RÉVOLUTION !

13 mars 2023



NOUS POUVONS

FAIRE PLIER MACRON !

CONSTRUISONS

LA GRÈVE GÉNÉRALE !

éditorial - publication le 13 mars 2023

La journée de grève du 7 mars a été historique ! 3,5 millions de personnes ont manifesté contre la réforme des retraites ! 60% des enseignants étaient en grève, près de 50% de grévistes à EDF, des grèves massives à la RATP, la SNCF, les éboueurs, etc. Selon les syndicats étudiants et lycéens, 400 lycées étaient mobilisés ainsi que 42 universités et écoles supérieures bloquées ! La mobilisation est forte, profonde et le mouvement s'approfondit !

Face à la montée de la colère, le gouvernement poursuit ses passages en force !

Après l'Assemblée, c'est le Sénat qui discutait de la réforme des retraites. Après le 47-1 à l'Assemblée, le gouvernement a enclenché l'article 44-3 (procédure du vote bloqué) pour verrouiller le vote sur la réforme en ne gardant que les amendements qu'il souhaitait. Pendant qu'en parallèle, les sénateurs suppriment tous les régimes spéciaux sauf... celui des sénateurs ! Ils n'ont honte de rien. Gouvernements, sénateurs de droites, patronat, tous font les gros bras pour nous faire perdre confiance.

Après un passage en commission mixte paritaire le 15 mars, le texte sera probablement voté dans les jours qui suivront à l'Assemblée Nationale. Les rumeurs d'un énième 49-3 circulent déjà. Mais nous le disons dès maintenant : peu importe le vote de l'assemblée. Ce que le parlement fait, la rue et les grèves peuvent le défaire !

Le gouvernement craint le mouvement, et d'autant plus celui de la jeunesse. Rien que dans les universités, ils font tout pour empêcher les étudiants de se réunir et de s'organiser. La fac de Paris 1, dont son centre de Tolbiac, habituellement une des universités les plus mobilisées, a été fermée toute la semaine ! Dans toutes les autres facs, c'est la généralisation des cours en distanciel, leur report ou même leur délocalisation. L'objectif est clair : vider les campus, empêcher que la mobilisation étudiante s'amplifie afin de casser la grève.

Ceux qui reconduisent ont raison ! Rejoignons-les !

Depuis le 7 mars la grève continue dans plusieurs entreprises et services publics, comme à la SNCF (1 cheminot sur 3 les 8 et 9 mars), dans les raffineries de Total, chez les éboueurs, les électriciens, dans les ports et docks, les centrales nucléaires ou encore dans des écoles et établissements sco-

lares... De nombreux salariés ont reconduit la grève et des facs ont poursuivi le blocage !

L'heure n'est pas à "être reçu", ni à organiser des "consultations citoyennes" ou des référendums mais à durcir le rapport de force, à amplifier et reconduire les grèves, à massifier les manifestations ! Ce dimanche, une coordination nationale étudiante s'est réunie à Nanterre. Elle appelle les étudiants, les jeunes, à organiser des journées de mobilisation, de sensibilisation et d'action le 14 mars ; à rejoindre l'appel à la grève de l'inter-syndicale le 15 mars ; à organiser des manifestations le 16 mars ! Elle appelle aussi les étudiants à se mettre en grève reconductible dès le 15 mars, seul moyen de libérer du temps pour participer pleinement au mouvement !

La victoire contre Macron et sa réforme est possible, il faut continuer à amplifier la grève, ne pas s'arrêter au 15 mars. Multiplier les assemblées générales, les blocages, les manifestations ! Mettons toutes nos forces dans ce mouvement, pour construire la grève générale et imposer le retrait pur et simple de la réforme, et bien plus !

LA PREMIÈRE COORDINATION NATIONALE ÉTUDIANTE : CONSTRUIRE ET DÉVELOPPER UN OUTIL ESSENTIEL POUR LA LUTTE ET LA VICTOIRE

Ce dimanche 12 mars a eu lieu la première Coordination Nationale Étudiante à Nanterre réunissant 120 étudiants de 28 universités et établissements (quasi toutes les facs parisiennes, Lille, Nantes, Rennes, Grenoble, Reims, Amiens, etc) dont 16 délégations élues en Assemblées Générales. Cela fait maintenant 2 mois que les étudiants se réunissent en Assemblées Générales dans les facs partout en France, rejoignent les manifestations et participent à la lutte et aux grèves des travailleurs contre cette réforme visant principalement à reculer l'âge minimal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

Le chômage très élevé chez les jeunes (trois fois plus élevé que parmi les reste des actifs) combiné à une entrée sur le marché du travail tardive après les études condamnerait avec cette réforme la plupart de ces étudiants à un départ à la retraite à 67 ans et souvent avec décote. Mais plus encore, c'est un ras-le-bol général que l'on voit dans la mobilisation des jeunes, c'est une lutte contre tout ce système qui leur est pro-



posé : détérioration des conditions d'étude, de travail, lois racistes comme la loi Darmanin, SNU obligatoire, catastrophes climatique, chômage de masse ou encore inflation dont ils sont parmi les premiers touchés.

Dans ce contexte, la réforme des retraites est la goutte de trop qui fait sortir depuis maintenant 2 mois un million de personnes dans la rue quasi-hebdomadairement. De toute évidence, la jeunesse et les travailleurs du public comme du privé sont déterminés à empêcher cette réforme de passer mais le contrôle presque total de l'intersyndicale cadenasse le mouvement et ses perspectives de lutte. Ce monopole de l'intersyndicale sur le calendrier fait les affaires du gouvernement qui peut éviter tout débordement du mouvement comme l'explique Laurent Bergé, secrétaire général de la CFTD, qui déclare sur BFM vendredi 11 mars qu'il faudrait une consultation citoyenne plutôt que d'intensifier le mouvement pour continuer le bras de fer avec le gouvernement et les patrons. Pour Mélenchon et Le Pen, la solution viendrait d'une dissolution de l'Assemblée ou d'un référendum. Nous ne voulons pas d'une voie de garage institutionnelle !

Les jeunes l'ont compris et ont proposé ce week-end un premier cadre d'auto-organisation dans la lutte qui

cherche à dépasser le calendrier de l'intersyndicale pour, on l'espère, faire déborder le mouvement. Les discussions des 120 participants et délégués réunis ce dimanche sont revenues sur la nécessité de massifier le mouvement dans les facs et de construire la grève générale reconductible comme élément déterminant, en s'appuyant sur les cadres d'auto-organisation. Enfin, les participants à la CNE se préparent à lutter fermement contre les administrations qui ferment les campus et les vident en organisant les cours en distanciel pour empêcher les étudiants de se réunir et de construire la grève.



La coordination lance un appel national aux étudiants et propose son calendrier de mobilisation pour la semaine à venir : journée de mobilisation, de sensibilisation et d'action le 14 mars ; rejoindre l'appel à la grève de l'intersyndicale le 15 mars ; **journée de manifestations le 16 mars.** Cette dernière date devient dès maintenant une échéance centrale car il s'agit du jour où la loi passera à l'Assemblée Nationale. A Paris, la manifestation du 16 mars partira de la place de la Sorbonne en direction de la Bastille.

Appel de la CNE



DES SERVICES D'ORDRE AUTO-ORGANISÉS POUR LA DÉFENSE ET LA PROTECTION DE NOS LUTTES !

C'est par les assemblées générales qui se constituent sur les lieux de travail et les lieux d'étude, ainsi que dans le regroupement de celles-ci, dans les AG interprofessionnelles que peut se dessiner et plus tard s'affirmer une direction alternative aux stratégies des directions syndicales. Pour permettre l'expression politique de ces AG dans la rue, sur les piquets, il est essentiel qu'elles se dotent des moyens de se confronter à la répression de l'Etat sous ses différentes formes.

La constitution de services d'ordre des différents cadres d'auto-organisation (assemblées de lycée, fac, coordination) est un outil essentiel pour garantir leur indépendance et leur intégrité dans la rue et sur les lieux où se cristallise la lutte. L'indépendance vis-à-vis de l'État doit être garantie à plusieurs niveaux, à la fois pour assurer l'intégrité de nos manifestations et vis-à-vis à vis de l'extrême droite dans ce que nous n'attendons rien de la police pour nous en protéger. Le service d'ordre répond au mandat des assemblées générales et par sa force collective et organisée peut permettre de mener à leur terme les manifestations en assurant la protection des cortèges vis

à vis de la police par la constitution de lignes déterminées en tête des cortèges ainsi que les actions locales, comme les blocages d'universités, qui peuvent être délogées par des vigiles ou la police ! Si on ne constitue pas des SO, ça veut dire que soit on s'expose à la répression, soit qu'on délègue notre auto-protection aux SO déjà constitués des organisations syndicales. Cela veut dire qu'on devient dépendant de ces mêmes organisations. Sans être opposés aux syndicats, beaucoup de nos camarades sont syndiqués ou animent des syndicats, cela pose quand même un problème car pour que le mouvement gagne il faut que ceux qui le constituent - et cela dépasse la frontière des "syndiqués" - décident des choix stratégiques du mouvement !

Il ne s'agit pas de constituer un groupe de "bagarre" ou de "bonhommes" d'Im90, mais de définir une équipe, la plus massive possible, de personnes, militants ou pas, qui se proposent pour intervenir physiquement s'il y a besoin de se défendre. Il faut donc que tous ceux qui partagent cette préoccupation, qui se sentent en mesure d'assumer cette tâche ou qui sont volontaires pour se former à cela, y participent !

ENSA EN LUTTE : UN PETIT AIR DE MAI 68

Mercredi 1er mars, c'est l'ENSA de la Villette qui rejoignait le mouvement national des écoles d'Arts et d'Architecture initié quelques semaines auparavant par les écoles de Rouen et Normandie.

Très rapidement, le mouvement s'accélère : un blocus est voté, une assemblée générale de 300 étudiants et professeurs se réunit. On décide rapidement de se coordonner à l'échelle nationale, à envoyer des délégations dans les autres écoles pour les faire rejoindre le mouvement, avec succès !

Tout le monde en a assez du manque de moyen criant dans les écoles d'architecture, les locaux sont vétustes (moisissure apparente, amiante dans les murs, manque d'isolation), certains voyages pédagogiques (nécessaires à l'obtention du diplôme) sont à la charge des élèves, en plus de tout le matériel à acheter dont les prix augmentent avec l'inflation.

Les élèves remettent aussi en cause le contenu des cours, qu'ils jugent non adapté au monde du travail et à la société qu'ils souhaitent et les fameuses « charrettes » (rush de rendus) qui les obligent à bosser nuit et jour.

La mobilisation contre la réforme apparaît comme une occasion à saisir pour gagner sur tout ces tableaux : ils ont raison !